

[Text]

Mr. Allmand: Is this unusual? Each year we read the Auditor General's reports. Very often your complaints are with respect to the spending of the money, once it has been approved, and how it is administered. As for this business of proceeding with a new program without pre-studies, financial studies, impact studies and so on, is this an unusual thing? I am more familiar with this department. I am wondering if you find this in other departments too. I have not read all of the Auditor General's report. Does the Treasury Board usually itself require, in addition to your own recommendations, this kind of pre-study in launching programs?

• 0955

Mr. Dubois: We believe Treasury Board should. We have found in the past several instances where programs were launched very, very quickly and where the thorough analysis that should precede the launching of major programs did not exist or was not adequate. It is not an uncommon situation.

Mr. Allmand: I move to 14.37. This has to do with the problems that were encountered in offices all over the country. This was a program where advertising had been done. It encouraged people to participate in the job development part of Canadian Jobs Strategy and other parts of it, Community Futures and so on. Then many of us, business groups, community groups, were going to the offices and the people in the offices did not seem to know what was going on. They could not get the forms. For example, the whole business of training: training was supposed to be part of the program, but these people in the local offices did not know how to deal with it.

I can remember talking to the project officers in my own area. They used very strong language themselves, as employees. This was in a personal conversation. They were asked to deal with this and had no instruction. In doing your audit, I understand you did go out and talk people in the field. Is it correct that you talked to project officers, to the people on the front line, dealing with the public in this?

Mr. Dubois: That is correct. I can answer generally, and then I will ask Mr. Lalonde to get into more detail. I think the general conclusion we reached was that the department was not ready in September 1985 to launch such a major, complex exercise. That naturally created several problems at the local and regional level.

Mr. Allmand: I would like to know as well how much the department spent on advertising the program in launching it.

[Translation]

M. Allmand: Est-ce un cas isolé? Chaque année, nous lisons le rapport du vérificateur général. Bien souvent, vos plaintes portent sur la façon dont les fonds sont dépensés, après avoir été approuvés, et sur leur administration. Je demande donc s'il est inhabituel qu'un nouveau programme soit lancé sans qu'on ait procédé préalablement à des analyses, à des études financières, à des études d'impact, etc.? Je connais assez bien ce ministère, mais je voudrais savoir si les autres ministères agissent de la même façon. Je n'ai pas lu le rapport du vérificateur général au complet. Le Conseil du Trésor n'exige-t-il pas d'habitude, sans compter vos propres recommandations, ce genre d'étude préalable au lancement d'un programme?

M. Dubois: À notre avis, le Conseil du Trésor devait le faire. Nous avons constaté plusieurs cas de programmes lancés extrêmement rapidement qui n'avaient pas donné lieu à des analyses approfondies ou suffisantes. Cette situation n'est donc pas un cas unique.

M. Allmand: Je passe maintenant au point 14.37. Ce paragraphe porte sur des problèmes rencontrés dans les bureaux d'un bout à l'autre du pays. Pourtant, le programme avait fait l'objet d'une campagne de publicité. La population était invitée à participer aux projets de Développement de l'emploi, dans le cadre de la Planification de l'emploi, ainsi qu'à d'autres volets, comme le développement des collectivités, etc. Or, lorsque les gens se présentaient dans les bureaux, que ce soit des groupes de l'entreprise, des groupes communautaires ou d'autres encore, les employés ne semblaient pas savoir ce qui se passait. Ils ne trouvaient pas les formulaires. L'exemple de la formation est particulièrement frappant: la formation était censée faire partie du programme, mais les employés des bureaux locaux ne savaient rien à son sujet.

Je me rappelle avoir discuté dans ma propre région avec des agents de projet. Ces derniers étaient eux-mêmes fort mécontents. On leur avait demandé de prendre en main un nouveau programme sans leur avoir donné de directives. Au cours de vos travaux de vérification, vous êtes allés, je pense, rencontrer le personnel sur place, en région. Est-il exact que vous vous êtes entretenus avec les agents de projet, avec ceux qui sont en contact avec le public, qui travaillent à la base?

M. Dubois: C'est exact. Je peux peut-être vous répondre dans les grandes lignes, pour ensuite donner la parole à M. Lalonde qui vous communiquera les détails. La conclusion générale à laquelle nous sommes arrivés, c'est que le ministère n'était pas prêt en 1985 à lancer un programme d'une telle envergure, aux dispositions si complexes. Ce manque de préparation a naturellement créé de nombreux problèmes à l'échelon local et régional.

M. Allmand: J'aimerais savoir également combien le ministère a dépensé pour sa campagne de publicité.